L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 JUIN 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. MARMY.
N° 62, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 24 JUIN 1853.

L'ANGLETERRE ET L'ESPAGNE.

Nous avons publié hier des nouvelles de la Havane qui nous sont parvenues par la voie de New York. On a dû voir que les Anglais font des efforts inouïs pour empêcher la traite des noirs et interdire l'accès des côtes de Cuba aux bâtiments négriers. S'ils obéissaient en cela à un sentiment d'humanité, nous les louerions sans réserve; mais ils ne sont mus que par leur intérêt propre. Leur philantropie est un vain mot, bien mais qui s'y laisse prendre. Le traité des noirs est prohibé par de solennels traités, et nous comprenons que les gouvernements s'y opposent de tout leur pouvoir. Nous ne condamnons pas cette interdiction, elle nous semble au contraire une des plus heureuses conquêtes de la civilisation; ce que nous voulons constater, c'est le suprême égoïsme de l'Angleterre et son peu de sincérité.

Depuis quelque temps l'Angleterre harcèle le gouvernement espagnol pour obtenir que celui-ci exécute rigoureusement le traité par lequel il a cet engagé à prevenir conjointement avec la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, l'importation des Africains dans les pays où règne l'esclavage. Le gouvernement anglais agit à la fois à Londres, à Madrid et à la Havane. Il n'est point de remontrances qu'il n'ait faites à l'Espagne, et il ne s'est arrêté qu'aux limites de la menace. Un ministre de Sa Majesté britannique est allé même jusqu'à dire en plein Parlement que si le gouvernement espagnol persistait à tolérer l'importation des cargaisons d'Africains à Cuba, l'Angleterre assisterait impassible à la prise de possession de l'île par la première puissance venue qui s'aviserait de s'en emparer violemment.

Cette sollicitude de l'Angleterre pour les noirs n'est pas naturelle. Ce qu'elle veut, c'est non seulement l'entière cessation de la traite, mais la suppression même de l'esclavage. Elle a fait à ce sujet des ouvertures formelles à l'Espagne. Elle lui a proposé de décréter l'émancipation des esclaves et d'adopter le système d'apprentissage dont elle a donné l'exemple à la Jamaïque et ailleurs. En vertu de ce système, les esclaves restent en tutelle pendant certain nombre d'années, puis sont affranchis, dans l'intervalle, on a la faculté de les louer à des colons ou maîtres de la classe des travailleurs libres qui se lient d'avance par un engagement.

L'apprentissage et le travail libre ont ruiné les Antilles anglaises; ils produiraient les mêmes effets à Cuba. L'Angleterre serait bien aise de porter un coup fatal à la prospérité de la colonie espagnole, car tout ce que celle-ci perdra sera un gain pour la première. Les colons anglais se sauraient lutter avec avantage contre les planteurs cubanais et américains. En décrétant l'esclavage à Cuba, les planteurs de l'île se trouveraient dans les mêmes conditions de production que les habitans de la Jamaïque et de Demerara. Ce n'est pas tout, l'Angleterre croit-elle que nous ne sommes en danger pécuniaire? L'agriculture en recevrait une rude atteinte dans le sud de l'Union, et, nous l'avons dit, toute cause de décadence pour les autres peuples constitue un avantage pour l'Angleterre.

On ne se fait pas illusion aux Etats-Unis sur la philantropie de l'Angleterre, elle est aussi peu en jeu que celle des vendeurs de S. Majesté Britannique continuent à faire la pute de dans les eaux de Cuba, nul n'est assez aveugle pour attribuer ce beau zèle à un sentiment d'humanité.

Arrivée du Humboldt.

Le steamer *Humboldt* est arrivé à New York le 21 de ce mois, venant du Havre et de Southampton. Il apporte des nouvelles de Londres jusqu'au 8 courant.

Le steamer *Baltic* a fait la traversée de New-York à Liverpool en neuf jours et dix-huit heures.

La question de l'emprisonnement de sujets américains en douceur à Charleston doit être portée devant le parlement d'Angleterre.

Le comte Balbo est mort au Piémont.

On craint que la guerre n'éclate entre la Russie et la Turquie. Les forces russes se sont mises en marche et se dirigent sur la Moldavie et la Valachie. Le czar a envoyé un courrier à Constantinople pour exiger que l'ultimatum du prince Menschikoff soit accepté. Huit jours de réflexion sont accordés au sultan. Celui-ci rassemble une armée de cent mille hommes et attend sa flotte qu'il a envoyée en Egypte et qui doit revenir avec 30,000 hommes de troupes. Des deux côtés on se prépare activement à la guerre.

La flotte anglaise de la Méditerranée a fait voile pour les Dardanelles.

EL PASO.

Nous trouvons dans les journaux de San Antonio des nouvelles assez importantes de Paso. Une vive inquiétude règne parmi les Américains de la population du gouvernement de Sonora et de la vallée de Mesilla. Nos compatriotes se trouvent exposés sans défense à toutes les avanies qu'il plaira aux Mexicains de leur faire subir. Le général Trias est au Paso avec sept cents hommes et douze ou quatorze pièces de canon. Ses troupes se composent de Mexicains et d'Indiens; ces derniers sont les plus redoutables aux de fort dangereux personnages, car ils ne sont soumis à aucune espèce de discipline.

Le généraal Trias a publié la proclamation suivante:

PROCLAMATION.

Mes chers Sachez que le gouvernement du Nouveau Mexique, qui est situé au-delà de la Rivière, située sur le territoire mexicain, appartient aux Etats-Unis.

Le prise de possession qu'il doit accomplir, même ainsi, ne saurait être, et ne saurait pas, pour l'honneur de la république que ne doit pas être tolérée par les Mexicains.

Mes chers, par toutes les mesures pacifiques en vous avec l'honneur, d'éviter une collision, dans ce le gouvernement du Nouveau Mexique, mais seulement par les droits réservés au peuple par la Constitution des Etats Unis, persiste dans ses desseins, il est de votre devoir de résister et de vous sacrifier pour la défense de votre patrie.

Mes chers La promptitude d'action et la discipline exercée de votre armée, montrez donc une inflexible résolution et vous triompherez de vos ennemis. Il est impossible que nous ne soyons vainqueurs.

Mes chers Vive la patrie, elle est la seule alternative à nos vœux, et je suis sûr de pouvoir qu'il n'est pas un seul Mexicain qui ne préfère une mort glorieuse à une indéfinie esclavage.

Mes chers Vaincre, vous pouvez vous attendre aux bénédictions de vos concitoyens et à la reconnaissance de votre pays.

Mes chers Vous êtes vaincus, attendez-vous partout aux humiliations et aux affronts, c'est à dire à une éternelle existence.

Mes chers Je vous connaissez bien disposés à vous vaincre ou vous succomber, vous à vaincre ou vous vaincre.

Les prêtres et les moines que vous pourrez rencontrer par suite des événements, se doivent pas vous arrêter.

Mes chers Rappelez vous qu'au milieu de vos soutiens et de vos dangers, vous aurez vos cœurs vos principes et aussi, ANGEL TRIAS.

Chihuahua, 6 avril 1853.

EUROPE.

L'*Asia* est arrivé à New York dans la matinée du 18 courant, avec des journaux de Liverpool jusqu'au 4 de ce mois et de Paris jusqu'au 3.

Les dernières lettres de Constantinople sont du 10 mai. Bien qu'elles soient en arrière de trois jours sur les dépêches télégraphiques, elles n'en ont point moins de leur à accomplis d'un intérêt réel et qui ne plaisent de que les dépêches laissent toujours enveloppé d'une certaine obscurité.

Il est vrai, dit un journal, que la conduite du prince de Menschikoff a été, de moins pendant les derniers temps de son séjour à Constantinople, beaucoup plus modérée qu'on ne l'a dit, il n'est pas moins certain que le cabinet de cette Turc a cet moutre le plus grand désir de prouver par toutes leurs démarches qu'ils étaient animés d'un esprit de conciliation sincère; que si la persistant dans leur refus, ils ne voulaient les y tirer que dans la forme la moins blessante pour la Russie. C'est à Divan, c'est Reschid-Pacha en personne qui a demandé les dernières décisions accordées par le prince Menschikoff et qui avait été jusque une preuve d'hésitation de sa part. On sait aujourd'hui qu'il n'en était rien et que de son côté son parti était aussi bien pris de rompre les relations diplomatiques en cas de refus, que l'était la résolution des Turcs, de ne pas céder.

Pendant tout ce temps, les conseils des ministres et des grands de l'empire se succédaient tous les jours et absolument au même résultat: rejet sur les exigences de la Russie. Le 16 le grand conseil d'est réuni; le 17, tous les anciens grands-vizirs, tous les pachas présents à Constantinople, même ceux qui n'occupent aucun emploi, ont encore été convoqués avec les ulémas. Il paraît avoir en connaissance d'une nouvelle Note du prince Menschikoff qui annonçait son prochain départ, le Beltan a présidé en personne le conseil de ses ministres réunis au palais de Top Capanah, et il aurait à peu près aussi résumé les phases de la situation: Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour satisfaire la Russie et pour éviter une rupture avec elle; et nous n'avons pas réussi, la faute en est pas à nous. J'ai dû sauvegarder mes droits de souverain; je connais aussi mes devoirs, et dans toutes les circonstances graves qui peuvent survenir, je saurai me rompre; mes confiance en moi dépendant pas de conseils que vous.

Des hautes régions de pouvoir l'émotion commençait à descendre dans le peuple qui pressait vivement pour pour un gouvernement.

Néanmoins toutes les correspondances de Constantinople s'accordent à dire que même dans ce foyer de l'agitation, sur le théâtre même de la crise, on était généralement convaincu qu'elle se dénouerait pacifiquement par les voies amiables de la diplomatie.

D'un autre côté et comme preuve de bon vouloir de la Porte pour ses sujets chrétiens, on saurait qu'il était question d'un nouvel acte du Sultan qui leur accorderait à tous, de quelque communion qu'ils fussent, des droits et des privilèges encore plus étendus que ceux qu'ils tenaient ou des traités antérieurs, ou du hatti-chérif de Gulhané, ou de Tanzimat. Ce serait de la part de Reschid-Pacha, dit le *Journal des Débats*, une noble manière de signaler sa rentrée au pouvoir, et qui ne nous étonnerait pas de sa part après tout: ce qu'il a déjà fait dans son pays pour la cause de la réforme et de la civilisation; ce que nous y verrons surtout d'excellent, ce serait de témoigner à l'Europe que la grande majorité du peuple turc est mûre disposée qu'on ne le pense pour cette émancipation des chrétiens, et qu'il est beaucoup moins besoin qu'on ne l'a dit de conventions et de traités synallagmatiques pour améliorer le sort des populations auxquelles l'Europe doit sa sympathie.

On lit dans la correspondance particulière du *Times* de Constantinople, sous la date du 17 mai:

«Le nouveau ministère a adressé au prince Menschikoff une Note pour demander une prolongation de délai de cinq ou six jours. L'ambassadeur répondit qu'il partirait le 20, et l'on croit que cette réponse est conforme à ses dernières instructions. Malgré les préparatifs immenses que l'on semble faire dans le sud de la Russie, les diplomates pensent qu'il n'y aura pas de guerre et que tout se bornera à une suspension des rapports diplomatiques avec la Russie, il est vrai que la Russie est tellement dans son tort qu'une attaque de sa part soulèverait l'indignation de toute l'Europe, et cette indignation pourrait avoir son danger. Les ambassadeurs d'Angleterre et de France se voient fréquemment et semblent agir d'avoir, mais on attend avec impatience de nouvelles instructions du Foreign Office.»

Le prince Menschikoff, arrivé à Odessa dans la nuit du 23 au 24 mai, en est reparti le 24 au matin pour se rendre dire clemente à Saint-Pétersbourg. Odessa est à 480 lieues de Saint-Pétersbourg, en faisant toute la diligence possible, il paraît difficile que le prince Menschikoff puisse être arrivé à Saint-Pétersbourg avant le 27 mai.

On lit dans le *Times*:

«On ne croit point plus qu'auparavant que, dans les circonstances actuelles, la Russie ose quelque chose d'à énorme qu'une déclaration de guerre, mais on est inquiet, parce que le départ du prince Menschikoff ne paraît pas que les choses s'arrangent promptement, d'où il résulte que le marche sera pendant quelque temps encore des factionnaires ne pourront lui imprimer les nouvelles de Constantinople.»

On lit dans le *Morning Post* du 31 mai:

«On ne suppose pas que l'empereur Nicolas persiste dans ses prétentions exorbitantes à l'égard de la Turquie, au risque de soulever en Europe une guerre qui peut retarder d'un demi-siècle au moins les progrès du commerce et de l'industrie russes. Cependant les fonds russes sont cotés à un prix excessivement bas, et en présence des menaces les porteurs timides ne sont montrés disposés à rentier.

«On s'est pas les avances du banquier de produce. Les conseillers de l'empereur verront assurément dans cette circonstance même l'importance et le prix de la paix, et ils feront bien d'autres preuves encore, pour montrer les désavantages de la guerre, en ce qui concerne le crédit public et les progrès de la civilisation.»

On lit dans le *Daily News* du 31 mai:

«Des personnes ordinairement bien informées pensent que les difficultés qui se sont récemment élevées entre la Porte et la Russie se termineront par un arbitrage.»

On écrit de Portsmouth, le 30 mai, au *Morning Herald*:

«Le bateau à vapeur *Banshee* va se rendre à Lisbonne pour y retrouver le contre-amiral Curry.»

On lit dans le même journal:

«Des personnes ordinairement bien informées pensent que les difficultés qui se sont récemment élevées entre la Porte et la Russie se termineront par un arbitrage.»

On écrit de Portsmouth, le 30 mai, au *Morning Herald*:

«Le bateau à vapeur *Banshee* va se rendre à Lisbonne pour y retrouver le contre-amiral Curry.»

On lit dans le même journal:

«Il n'y a aucune vérité quelconque dans le bruit que l'amiral Curry et les vaisseaux qui ont envoyés dans la Méditerranée sous le pavillon de l'escadre de l'amiral Dundas. La contre amiral Curry fait avec son escadre une croisière de six semaines environ. Il n'a pas reçu l'ordre de passer le détroit de Gibraltar. Tres prochainement, selon toute apparence, nous aurons des nouvelles de son escadre, stationnée à Lisbonne.»

Le bruit a couru à la bourse de Paris que le prince Menschikoff était remplacé par M. de Nesselrode.

Le *Moniteur Algérien* du 25 mai donne les nouvelles suivantes de l'expédition de Kabylie:

«Une dépêche télégraphique datée du camp sur l'Oued Drantz, 20 mai, a donné ce matin (21 mai) des nouvelles de l'expédition contre les Babors. Le 19, la division Bosquet, sous les ordres de M. le gouverneur général, a pose son camp sur cette rivière et a envahi les villages des Djermouna.

«Le même jour, le général de Mac-Mahon arrivait sur l'Oued Berd à Mouaha, où il a reçu la soumission des villages voisins.

«Le 21, la division Bosquet a dû occuper le col de Tizi Sekka, et le général de Mac-Mahon, celui d'Ain Sitaïouat.

«La veille du départ, l'ordre du jour suivant avait été adressé à l'armée:

«Au quartier général de Sétif, le 17 mai. Soldats!

«La campagne des Babors va s'ouvrir, et déjà vos yeux ont pu mesurer la hauteur des montagnes que vous allez franchir.

«Vous savez des marches pénibles à supporter pour atteindre ces ennemis qui le jour, ces rochers escarpés à se dérober à vos coups; mais rien n'arrêtera votre ardeur, et votre courage triomphera de toutes les difficultés.

«Vous agirez français s'élèveront sur ces sommets où jamais ne planèrent les aigles romaines; et cette gloire que les attend répondra à la confiance que l'Empereur a mise en vous.

«Allez, soldats! escaladez ces apres montagnes, et que de leur cime jaillisse bientôt ces cris de victoire que les Berbères connaissent si grandes guerres confondaient avec enthousiasme ainsi que celui de Vive *l'Empereur*!

«Le général de division gouverneur
Signé, général de l'Algérie,
«BANDON»

Nous lisons dans la correspondance de Berlin

«On sait le roi de Prusse a pendant son séjour à Vienne lui une visite au prince de Metternich qui a duré plus d'une heure. On dit que le Roi est le prince n'ayant parle des éventualités politiques de la France, et a déclaré que le maintien de la paix était commandée extrêmement moins au prix de certains sacrifices. Cette visite fait, on ne sait trop pourquoi, de deux à dire de camp, fait l'objet de toutes les conversations.»

Le ministère espagnol paraît avoir à peu près renoncé à l'idée de se compléter. Il ira tel quel jusqu'à l'obtacle qui doit le faire tomber. Le refus de M. Aldrete lui a fait comprendre que les hommes ayant une position n'ont nulle envie de la compromettre pour entrer dans une composition ministerielle bâtarde. Le refus de M. Sartorius a une signification non moins claire; ce refus a dit nettement au général Lersundique les constitutionnels, si modérés qu'ils fussent, ne voulaient pas s'associer à un gouvernement résolu à passer par des destitutions illégales, comme celle de M. Arrazola, l'indépendance des votes parlementaires.

Le *Journal des Débats* annonce que l'on considère comme terminée la mission donnée par le cabinet Murillo au maréchal Narvaez. On sait que cette mission avait pour objet d'examiner les arrêtés relatives à l'Administration. Or, comme le maréchal, après avoir séjourné à Bayonne, a passé le reste de son temps à Paris, les *Débats* devraient nous marchander sur les mots et dire que l'exil dont a été frappé le duc Valence approche de son terme.

La pièce suivante, dont nous n'avons pas besoin de faire remarquer l'importance, a paru dans les journaux de Paris:

Le conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés.

Berne, 28 mai.

Fidèles et chers confédérés,

Par notre circulaire du 9 courant, nous vous avons informés, comme cela est du devoir, avant, à combler le plus promptement possible les lacunes qui peuvent exister, d'après le rapport qui nous a été présenté dans le personnel et le matériel des contingens de l'armée fédérale.

Dans la position actuelle de la confédération, et voulant mettre notre pays en état de parer à toutes les éventualités, nous avons cru devoir nécessaire, en nous fondant sur l'article 90, chapitre IX de la constitution fédérale, de prendre l'arrêté que nous avons l'honneur de porter à votre connaissance.

Notre département de la guerre, qui est chargé de veiller à la stricte exécution de cet arrêté, s'empressera de donner à l'autorité militaire supérieure de votre Etat les directions et les éclaircissemens qu'elle pourra desirer.

Nous avons l'assurance que vous animés de sentimens vraiment fédéraux, vous ne negligerez rien, en ce qui vous concerne, pour satisfaire complètement à notre arrêté, et qu'apprécian la gravité de la situation, vous ne oublierez, comme il est de votre devoir, les mesures que, dans ce sollicitude, le gouvernement fédéral estime devoir prendre pour sauvegarder l'intégrité de notre chère patrie.

Nous saisissons en même temps cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Au nom du conseil fédéral: le président de la confédération,
Signé, NAEFF.

Cet un arrêté qui invite les cantons à mettre leurs contingens militaires en état de répondre au premier appel. Dans l'arrêté et dans toute la partie active de la Suisse, il se manifeste un vif mouvement d'enthousiasme pour la défense de l'indépendance nationale.

Voici ce que dit la correspondance de Berlin du 26 mai, qu'on ne saurait suspecter d'être favorable à la Russie:

Dans les cercles officiels, on a la ferme conviction que la guerre n'éclatera pas entre l'Autriche et la Russie, quoique les relations diplomatiques entre les deux pays en aient compromis. Cette opinion est d'autant plus digne de remarque que l'on serait charmé de voir aller plus loin les démonstrations hostiles, car on trouverait alors une occasion favorable de faire valoir les prétentions de la Prusse sur le canton de Neufchâtel. On croit qu'il y aura pas de guerre, et que les négociations seront conduites de sorte que l'on fait très bien que des hostilités réelles entre les deux pays ne permettraient pas à l'Angleterre et à la France de rester spectateurs passifs de la lutte, ce qui pourrait sérieusement faire naître des complications européennes.»

M. de Brouckère, ministre des affaires étrangères en Belgique, a fait à la Chambre, par les ordres du roi, la communication du prochain couronnement à Bruxelles du prince royal, avec l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche.

«Cette union, dit en substance le ministre, en même temps qu'elle est un gage de bonheur pour l'héritier du trône, sera un motif de sécurité pour le pays; elle répond aux plus hautes convenances politiques. La princesse Marie, héritière des vertus de l'illustre famille impériale d'Autriche, sera bientôt le cœur belge; elle s'identifiera avec sa nouvelle patrie, et deviendra un des liens qui doivent garantir à la Belgique, par l'alliance des grandes puissances, le maintien des traités qui ont fondé sa nationalité.»

Conseil des Assistans-Aldermen.

Le Conseil s'est réuni hier soir. Dix huit membres présents.

Le rapport du comité de l'instruction est pris en considération et adopté après un court débat, avec une résolution qui alloue $20 par élève pour l'entretien des écoles publiques, comme suit:

1er	district — 3,706 élèves —	$74,120
2e	"	2,874 "	57,480
3e	"	1,944 "	36,880
4e	"	1,817 "	6,940

(Le compte des élèves a été fait le 1er mars dernier.)

Une résolution est adoptée accordant l'usage d'une salle dans l'ancien hôtel de ville, vis-à-vis la Place Jackson, au bataillon d'artillerie de la légion.

Un comité spécial annonce que les tuyaux pour le puit artésien que l'on doit creuser à la Nile-Orléans ont été expédiés de France et qu'une personne compétente a été chargée de diriger les travaux.

Une allocation de $1,500 est votée pour tirer le 4 juillet.

Le Conseil s'ajourne.

HAVANE.

Nous avons reçu par le steamer *Empire City* des journaux de la Havane jusqu'au 19 courant.

Le *Diario de la Marina* se prononce en faveur de l'importation dans l'île de travailleurs asiatiques. Il craint cependant que la longueur de la traversée et les périls de la navigation n'empêchent le nombre de ces travailleurs d'être aussi considérable qu'on aurait en droit de le desirer. Le même journal publie un article dans lequel le maintien des rapports d'amitié qui existent actuellement entre l'Espagne et les Etats-Unis est vivement recommandé.

Le censeur royal, Don Hillario de Cisneros y Zaco, est retourné à la Havane après une absence de plusieurs années.

Bernardo Herrera, Rafael Cobs, Jose Felipe, Pablo Santiago et Ramon Angulo ont été condamnés aux galères pour vol et tentative de meurtre.

TEXAS.

Le steamer *Mexico* nous a apporté des journaux de Galveston et de quelques autres villes de Texas.

Le bateau à vapeur *Star State* a pris les ces jours derniers dans le port de Galveston. Le steamer a dû être coulé pour empêcher les flammes de le dévorer. Il a été relevé deux jours après et le coton dont il était chargé a été sauvé en grande partie. Le dégât causé au bateau et à la cargaison est évalué à dix mille piastres.

Il est beaucoup question au Texas de l'établissement de banques libres: on pense que la législature votera une résolution pour consulter le peuple sur la nécessité d'amender la Constitution de manière à permettre la création de banques libres.

L'opiniâtreté de la sécheresse dans une grande partie de l'Etat cause de vives inquiétudes aux récoltes.

Le steamer *General Hamer*, allant de Brazos à Galveston a été assailli par une violente bourrasque, et une voie d'eau s'étant déclarée à bord, le bateau a été obligé de virer en détresse à San Luis.

Le juge Mills a annoncé qu'il ne voulait pas être considéré comme candidat pour le poste de gouverneur.

NAVIGATION AERIENNE.

Nous croyons devoir rappeler aux personnes qui s'intéressent à la cause de la locomotion aérienne, qu'il y aura ce soir, à 8 heures, une réunion des souscripteurs au Collège de la Louisiane, rue Dauphine, entre Hospital et Bienville.

SEANCE DE DOUBLE VUE.—On verra par un avis insère plus loin qu'une séance de double vue, dans le genre de celles qu'a données ici M. Gandon, aura lieu jeudi prochain au Whitte Hall, rue St-Louis. Cette séance offre, nous assure l'on, un vif intérêt.

LA VENDANGE EN EUROPE.—On écrit de France que les vignes ont beaucoup souffert depuis le printemps et que la récolte de vin sera de beaucoup inférieure à celle des années précédentes. Le résultat des ventilations faites tout aussi triste en Italie, en Espagne et en Portugal. Les vignes sont dans un si piteux état qu'il faudra dans plus d'une localité les arracher pour les remplacer par de nouveaux plants. Le déchet auquel on s'attend a fait monter le prix des vins aux Etats-Unis et il n'est guère possible qu'il fléchisse. Si la consommation diminue par suite de l'augmentation des prix, les brasseries feront de magnifiques affaires, car la bière dans beaucoup de familles et surtout parmi les classes pauvres sera substituée au vin.

TAMPICO—Par un arrivage de Tampico nous avons reçu des lettres de Tampico jusqu'au 4 courant. Nous n'y trouvons rien d'important. Le general Woll a complètement rétabli l'ordre dans la ville.

PEROU ET BOLIVIE—Le differend entre le Perou et la Bolivie s'envenime. Le gouvernement péruvien a dirigé des troupes sur la frontière du Sud pour s'emparer des convoi de vivres destinés aux Boliviens.

Le ministre Chilien a été chassé de Bolivie.

LE DU PRINCE EDWARD.— Le lieutenant-gouverneur de l'île du Prince Edward a dissous l'assemblée. Les libéraux font de grands efforts pour s'assurer la majorité dans la nouvelle chambre.

CALIFORNIE—Le steamer *Crescent City* est arrivé à New-York le 22 de ce mois avec des dates de San Francisco jusqu'au 23 mai et $500,000 en poudre d'or.

CHRONIQUE LOCALE.

PREMIERE COUR DE DISTRICT—*Affaire de mandamus*—Le Juge Lawe a rendu hier une décision dans l'affaire de Charles Baumbach contre J. Dubuc. Le défendeur fut nommé, le 15 mars 1852 inspecteur de la poudre, et en vertu de l'acte du 2 mars 1846, M. Baumbach maintenait que M. Dubuc a été nommé sous l'empire de la Constitution de 1845, et que ses fonctions devaient cesser du moment où cette Constitution cessait d'être en vigueur, à moins qu'une clause spéciale n'y eût été introduite en sa faveur; la seule exception dont il est fait mention est contenue dans le 144e article de la Constitution de 1852, qui déclare, entre autres choses, que les places existant à l'époque de l'adoption de la Constitution, "seront remplies par les officiers respectifs de l'Etat, en vertu des lois en vigueur, jusqu'à l'organisation du gouvernement sous l'empire de cette Constitution, et seulement pour ce que les nouveaux officiers qui devront être nommés en vertu de ladite Constitution soient entrés en fonctions." La loi de 1846 et la Constitution de 1852 déclarent toutes deux que le gouverneur nomme, avec le consentement du Sénat, toutes les officiers dont les nominations ne sont pas décrétées. L'article 46 de la Constitution autorise le gouverneur à remplir les vacances qui pourraient survenir pendant le reste du Sénat, et de donner des commissions temporaires, à la fin de la session prochaine, etc. L'article 145 de la Constitution défend au gouverneur du sous l'empire de l'ancienne Constitution, de nommer à des places en vertu de la nouvelle Constitution.

La cour a décidé que, sous l'empire de la Constitution de 1852, le gouverneur n'a pas le droit, sans le consentement du Sénat, de nommer à des places, à moins que ce soit pour remplir des vacances survenues pendant le reste du Sénat. Le défendeur est inspecteur des Poids et Mesures en vertu de la Nouvelle Constitution; il ne peut être remplacé que par un nouvel officier, attendu que l'article de la Nouvelle Constitution maintient cette place, qu'il n'a pas été vacante, que ce nouvel officier doit être nommé en vertu de la loi de 1846, attendu enfin que le 47me article de la Constitution de 1852 déclare que les nominations par le gouverneur ne seront valides qu'autant que le Sénat les aura approuvées.

La cour *refuse* d'accorder le *mandamus*.

COUR DE DISTRICT DES ETATS-UNIS—JUGE MCCALEB.—"C. H. Rogers et autres contre le steamship Un Ami et autres." Les demandeurs sont des négociants de la Nile-Orléans et de New-York. Il ont quant que, dans le mois de mai dernier, le steamer Québec que remorquait à la Balise le Mary Ringland vint en contact, par la faute du capitaine de ce marqueur, avec le steamship United States, au Delmont des Anglais, et coula au bout de vingt minutes, toutes les marchandises qui se trouvaient à bord. Les demandeurs réclament, des propriétaires du United States et du Mary Ringland, la somme de $30,700, montant de leur part des marchandises.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—JUGE LAWE—"Jacquette, f. c. l. contre W. M. Carroll et Mme Harris."—La demanderesse, dans cette affaire, réclame sa liberté. Elle déclare qu'elle a été légalement affranchie en 1840 et qu'elle a joui de sa liberté jusqu'au commencement de 1845, époque à laquelle Lambeth la fit incarcérer, puis l'amena sur son habitation où elle a été forcée de travailler jusqu'en mars 1852. La demanderesse réclame $3,000 de dommages et $25 par mois pendant tout le temps qu'elle a été au service du défendeur. Le Juge, après avoir entendu les témoignages, a déclaré que Jacquette est libre, mais qu'elle n'a droit ni à des dommages ni à un salaire.

AFFAIRE DE FAUX—La police a arrêté dernièrement le nommé J. L. Sauer, pour avoir mis en circulation de faux billets de $20 de la Banque de l'Etat. Le 18 du courant, Elijah Mallerous (qui est lui-même accusé d'avoir eu des jeux frauds et qui saisit en prison sous interrogatoire) déclara avoir reçu de Sauer, à la grande quantité de faux billets de banque de l'Ohio, de la Caroline du Sud et de la Banque de l'Etat; le tout s'élevant à la somme de $20,000. Sauer a reçu les fonds pour plus de $5,000 de billets de la Banque de l'Etat et faisait le métier de banquier pour un nommé Wolf (affilié à la bande). Les noms de John Dunn et Harper sont les complices de Sauer; Dunn est maintenant en Texas et est l'agent de Sauer.

Mallerous a déclaré en outre que Sauer lui a dit qu'à Jeffersonville, dans l'Etat de l'Indiana, comme l'indique ou les faux billets avaient été imprimés; il les avait introduits à la Louisiane dans le but de les mettre en circulation. Le philtre, dit-il, dans son affidavit, que Sauer lui a donné en paiement $20 de Sept billets de la Banque de l'Etat, une partie de ces billets a été trouvée dans la Banque l'annual brûqu'il a été arrêté.

Sauer avait fourni un cautionnement de $1,000 pour répondre de sa comparution hier devant le recorder. Il n'a pas paru. Son Caut, comme on s'y attend dit de rous, est en mauvais état. Sauer a été arrêté.

AGGRESSE—John Curtis, dit Carroll, a comparu hier devant le recorder Winter, sous l'accusation d'avoir tué et volé un nommé J. C. McGregor, un Sous Ecossais. Les témoins n'étant pas prêtant que le prisonnier a été déchargé faute de preuves. Curtis qui avait fait passer pour l'Angleterre et à la France de rester spectateurs passifs de la lutte, ce qui pourrait sérieusement faire naître des complications européennes.»

M. de Brouckère, ministre des affaires étrangères en Belgique, a fait à la Chambre, par les ordres du roi, la communication du prochain couronnement à Bruxelles du prince royal, avec l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche.

«Cette union, dit en substance le ministre, en même temps qu'elle est un gage de bonheur pour l'héritier du trône, sera un motif de sécurité pour le pays; elle répond aux plus hautes convenances politiques. La princesse Marie, héritière des vertus de l'illustre famille impériale d'Autriche, sera bientôt le cœur belge; elle s'identifiera avec sa nouvelle patrie, et deviendra un des liens qui doivent garantir à la Belgique, par l'alliance des grandes puissances, le maintien des traités qui ont fondé sa nationalité.»

Conseil des Assistans-Aldermen.

Le Conseil s'est réuni hier soir. Dix huit membres présents.

Le rapport du comité de l'instruction est pris en considération et adopté après un court débat, avec une résolution qui alloue $20 par élève pour l'entretien des écoles publiques, comme suit:

1er	district — 3,706 élèves —	$74,120
2e	"	2,874 "	57,480
3e	"	1,944 "	36,880
4e	"	1,817 "	6,940

(Le compte des élèves a été fait le 1er mars dernier.)

Une résolution est adoptée accordant l'usage d'une salle dans l'ancien hôtel de ville, vis-à-vis la Place Jackson, au bataillon d'artillerie de la légion.

Un comité spécial annonce que les tuyaux pour le puit artésien que l'on doit creuser à la Nile-Orléans ont été expédiés de France et qu'une personne compétente a été chargée de diriger les travaux.

Une allocation de $1,500 est votée pour tirer le 4 juillet.

Le Conseil s'ajourne.

HAVANE.

Nous avons reçu par le steamer *Empire City* des journaux de la Havane jusqu'au 19 courant.

Le *Diario de la Marina* se prononce en faveur de l'importation dans l'île de travailleurs asiatiques. Il craint cependant que la longueur de la traversée et les périls de la navigation n'empêchent le nombre de ces travailleurs d'être aussi considérable qu'on aurait en droit de le desirer. Le même journal publie un article dans lequel le maintien des rapports d'amitié qui existent actuellement entre l'Espagne et les Etats-Unis est vivement recommandé.

Le censeur royal, Don Hillario de Cisneros y Zaco, est retourné à la Havane après une absence de plusieurs années.

Bernardo Herrera, Rafael Cobs, Jose Felipe, Pablo Santiago et Ramon Angulo ont été condamnés aux galères pour vol et tentative de meurtre.

TEXAS.

Le steamer *Mexico* nous a apporté des journaux de Galveston et de quelques autres villes de Texas.

Le bateau à vapeur *Star State* a pris feu ces jours derniers dans le port de Galveston. Le steamer a dû être coulé pour empêcher les flammes de le dévorer. Il a été relevé deux jours après et le coton dont il était chargé a été sauvé en grande partie. Le dégât causé au bateau et à la cargaison est évalué à dix mille piastres.

Il est beaucoup question au Texas de l'établissement de banques libres: on pense que la législature votera une résolution pour consulter le peuple sur la nécessité d'amender la Constitution de manière à permettre la création de banques libres.

L'opiniâtreté de la sécheresse dans une grande partie de l'Etat cause de vives inquiétudes aux récoltes.

Le steamer *General Hamer*, allant de Brazos à Galveston a été assailli par une violente bourrasque, et une voie d'eau s'étant déclarée à bord, le bateau a été obligé de virer en détresse à San Luis.

Le juge Mills a annoncé qu'il ne voulait pas être considéré comme candidat pour le poste de gouverneur.

NAVIGATION AERIENNE.

Nous croyons devoir rappeler aux personnes qui s'intéressent à la cause de la locomotion aérienne, qu'il y aura ce soir, à 8 heures, une réunion des souscripteurs au Collège de la Louisiane, rue Dauphine, entre Hospital et Bienville.

SEANCE DE DOUBLE VUE.—On verra par un avis insère plus loin qu'une séance de double vue, dans le genre de celles qu'a données ici M. Gandon, aura lieu jeudi prochain au Whitte Hall, rue St-Louis. Cette séance offre, nous assure l'on, un vif intérêt.

LA VENDANGE EN EUROPE—On écrit de France que les vignes ont beaucoup souffert depuis le printemps et que la récolte de vin sera de beaucoup inférieure à celle des années précédentes. Le résultat des ventilations faites tout aussi triste en Italie, en Espagne et en Portugal. Les vignes sont dans un si piteux état qu'il faudra dans plus d'une localité les arracher pour les remplacer par de nouveaux plants. Le déchet auquel on s'attend a fait monter le prix des vins aux Etats-Unis et il n'est guère possible qu'il fléchisse. Si la consommation diminue par suite de l'augmentation des prix, les brasseries feront de magnifiques affaires, car la bière dans beaucoup de familles et surtout parmi les classes pauvres sera substituée au vin.

TAMPICO—Par un arrivage de Tampico nous avons reçu des lettres de Tampico jusqu'au 4 courant. Nous n'y trouvons rien d'important. Le general Woll a complètement rétabli l'ordre dans la ville.

PEROU ET BOLIVIE—Le differend entre le Perou et la Bolivie s'envenime. Le gouvernement péruvien a dirigé des troupes sur la frontière du Sud pour s'emparer des convoi de vivres destinés aux Boliviens.

Le ministre Chilien a été chassé de Bolivie.

LE DU PRINCE EDWARD.— Le lieutenant-gouverneur de l'île du Prince Edward a dissous l'assemblée. Les libéraux font de grands efforts pour s'assurer la majorité dans la nouvelle chambre.

CALIFORNIE—Le steamer *Crescent City* est arrivé à New-York le 22 de ce mois avec des dates de San Francisco jusqu'au 23 mai et $500,000 en poudre d'or.

CHRONIQUE LOCALE.

PREMIERE COUR DE DISTRICT—*Affaire de mandamus*—Le Juge Lawe a rendu hier une décision dans l'affaire de Charles Baumbach contre J. Dubuc. Le défendeur fut nommé, le 15 mars 1852 inspecteur de la poudre, et en vertu de l'acte du 2 mars 1846, M. Baumbach maintenait que M. Dubuc a été nommé sous l'empire de la Constitution de 1845, et que ses fonctions devaient cesser du moment où cette Constitution cessait d'être en vigueur, à moins qu'une clause spéciale n'y eût été introduite en sa faveur; la seule exception dont il est fait mention est contenue dans le 144e article de la Constitution de 1852, qui déclare, entre autres choses, que les places existant à l'époque de l'adoption de la Constitution, "seront remplies par les